



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article2799>

Moussa Fall au Calame

- Z - Archives - Interviews, études et contributions -



Date de mise en ligne : mercredi 19 mai 2010

Union des Forces de Progrès

Moussa Fall est une personnalité emblématique du paysage politique mauritanien. Ses compagnons politiques, autant que ses adversaires, lui reconnaissent une franchise et une droiture indéniables. L'homme dispose d'une expérience politique riche.

Il a été parmi les premiers cadres à intégrer le mouvement des kadihines, le mouvement de gauche des seventies. Au cours des années 80, il dirigea plusieurs sociétés d'Etat. En 1991, il fut l'un des initiateurs du Front des Démocrates Unis pour le Changement (FDUC), conglomérat de mouvements politiques qui s'était formé pour demander l'instauration de la démocratie dans le pays.

Avec son alter ego, Bebbaha Ould Ahmed Youra, il amena ce front à soutenir la candidature externe d'Ahmed Ould Daddah à la présidentielle de 1992. Il rejoignit le RFD par la suite, jusqu'à 1994, où il intégra le PRDS. Pendant la transition démocratique 2005-2007, il prit position en faveur du candidat indépendant Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi.

Il fut nommé respectivement chargé de mission à la Présidence puis directeur général de l'ANAI. Un poste qu'il occupa jusqu'au coup d'Etat d'août 2008, dont les auteurs l'arrêtèrent quelques jours avant de le relâcher. Il rendit le tablier après sa sortie de prison et continua à militer au sein du FNDD puis à Adil.

Le Calame : Figure emblématique du paysage politique mauritanien, vous êtes un des porte-voix du Front National pour la Défense de la Démocratie (FNDD), une structure née en réaction au putsch du 6 août 2008. Vous avez même été arrêté par les autorités putschistes. Le général qui a renversé Sidi Ould Cheikh Abdallahi a, finalement, réussi à se faire élire président de la République. Huit mois ont passé. Quelle est votre analyse de la situation ?

Moussa Fall : J'ai considéré, dès le lendemain de l'élection, que le candidat Mohamed Ould Abdel Aziz avait obtenu la majorité des voix et qu'il fallait reconnaître sa victoire. Il est vrai que les chances n'étaient pas égales. Des hauts dignitaires de l'armée avaient fait campagne pour lui et il a utilisé les moyens de celle-là dans ses déplacements. De plus, il a instrumentalisé plusieurs institutions étatiques, à des fins électorales. Nous avons, également, constaté, ça et là, des irrégularités dans les opérations de vote.

Tout cela est vrai. Mais il est vrai, aussi, que l'homme a développé un discours nouveau et réalisé des actions traduisant ce discours en faits concrets qui l'ont crédibilisé auprès des populations. L'analyse objective des chiffres met en relief la réelle sensibilité de l'électorat populaire aux thèmes qu'il a développés. Sur un autre plan, on ne peut pas ignorer que l'opposition a accepté de signer l'accord de Dakar et avalisé sa mise en oeuvre. On ne peut nier qu'elle a suivi les opérations électorales sans soulever de contestations majeures le jour du vote.

Dans ces conditions, il n'était pas raisonnable de se rebiffer, à l'annonce des résultats, parce qu'ils ne nous donnaient pas la victoire ; et ce, quelle que soit, par ailleurs, la légitimité des questions qu'on pouvait se poser. C'était une bataille d'arrière-garde qui ne menait nulle part. Mais reconnaître les résultats d'une élection ne veut pas dire, bien évidemment, ralliement ou arrêt de la lutte politique.

On reconnaît les faits pour redéfinir la meilleure stratégie d'opposition. Celle-ci devait, à l'instar de ce qui se passe

partout dans le monde, intégrer le passage par une période de grâce destinée à marquer le respect pour le choix des électeurs et à accorder aux nouvelles autorités élues le temps de faire leurs preuves.

Dix mois après, quel bilan peut-on faire ?

Je pense que nous avons effectué un très grand bond en arrière. On est revenu à la situation qui prévalait avant 2005, avec un simulacre de démocratie et la réalité d'un Etat d'exception. On a renié l'ensemble des engagements pris durant la transition de 2005 à 2007. Le haut degré d'égalité des chances qui a prévalu dans les élections pluralistes de 2007 appartient, désormais, au passé. Je trouve que, dans les conditions actuelles, il est illusoire d'escompter un résultat crédible d'une quelconque élection. Je n'en veux pour preuve que ce qui s'est passé lors du renouvellement du tiers du Sénat ; et aussi, en observant comment le parti du pouvoir est en train de s'implanter.

La gestion actuelle de l'Etat m'inspire de grandes inquiétudes. Une administration doit tenir compte, toujours, d'un ensemble cohérent de repères, comme l'identification, claire, des objectifs à atteindre et la définition d'une stratégie fondée sur les avantages et handicaps comparatifs du pays. Certes, certains objectifs sont, au niveau du discours, plus ou moins bien définis et, dans la pratique, quelques actions ponctuelles réalisées. Mais la démarche suivie reste chaotique et risquée.

Il manque une vision globale, assurant la cohérence des actions entreprises. On improvise, à longueur de journée, avec des va-et-vient inexplicables. On ne se réfère, nullement, à l'expérience ni aux traditions acquises, dans la conduite des affaires de l'Etat. On ne respecte ni les lois ni les usages de la République. Centralisation excessive, aucune concertation, ni délégation, ni responsabilisation.

Avec quels résultats, au bout du compte ?

Il y a des réalisations, indéniables, dans le domaine des infrastructures et des équipements. Il y a une trêve - sera-t-elle durable ? - sur le front du terrorisme. Mais à côté de cela, on assiste à une étatisation, dangereuse, de l'économie et une baisse de l'activité entrepreneuriale ; un manque de transparence, dans l'attribution des marchés publics et dans les nominations aux différentes fonctions de l'Etat et du secteur para-étatique ; une indiscipline budgétaire, lourde de conséquences ;

la mise sous tutelle de l'appareil judiciaire ; une rupture de confiance, dans nos relations avec nos partenaires au développement ; une politique diplomatique hasardeuse ; une désaffection des investisseurs étrangers qui étaient, il faut le signaler, fortement tentés par la destination Mauritanie ; une hausse, interminable, du coût de la vie et le malaise social qui s'incrute ; une déresponsabilisation et une démotivation généralisées et paralysantes.

Comme corollaire à tout ceci, on constate aujourd'hui que les choses se gâtent entre l'opposition et le pouvoir, que la déception règne dans les rangs de la majorité et que la situation sociale se dégrade à grande vitesse.

Mohamed Ould Abdel Aziz se veut le chasseur des gabegistes. Plusieurs fonctionnaires, y compris parmi ses soutiens, ont été épinglés par l'inspection générale de l'Etat. D'autres ont été limogés, dans le cadre de cette politique visant, dit-on, à assainir la gestion des affaires publiques. Croyez-vous le président de la République sincère dans sa démarche ?

Vous avez omis de dire que beaucoup restent en fonction, en plus de ceux qu'on continue à récupérer. Sur cette question, je suis enclin à exprimer un avis ambivalent. Je pense, qu'au départ, il y avait de la sincérité. C'est ma conviction personnelle. Mais à la suite des confrontations politiques, les choses ont dérapé. La subjectivité a gagné

du terrain et faussé la démarche. On a commencé à traiter les dossiers, en tenant compte de considérations de moins en moins objectives, brouillant la piste. Finalement, on s'est retrouvé dans l'impasse et, actuellement, personne ne peut dire que cette politique reste à l'ordre du jour.

L'opposition ne cesse d'appeler au dialogue, en se référant aux accords de Dakar. Le président Ould Abdel Aziz aurait, lui, tendance à se montrer libéré de ces derniers. Quelle est votre perception du dialogue qui devrait être engagé entre le pouvoir et l'opposition ?

Le pays est, certes, dans une très mauvaise passe. Nous devons, tous, nous ressaisir, pour éviter l'irréparable. Mais il n'y a pas de voie unique pour sortir de la crise. On ne doit pas faire du dialogue une obsession. C'est vrai que, dans l'absolu, le dialogue est une bonne politique, à condition d'en bien définir les objectifs et les modalités.

Il faut, aussi, le mener en combinaison et/ou en parallèle avec d'autres démarches politiques. Le dialogue suppose, enfin, que toutes les parties concernées l'acceptent. Au lendemain du 18 Juillet, on l'avait érigé en unique panacée. Aujourd'hui on a tendance à dire qu'on n'en veut plus. Ces deux positions sont excessives. L'opposition doit continuer à afficher sa disponibilité mais l'initiative du dialogue revient, en premier lieu, à ceux qui détiennent le pouvoir.

Rétrospectivement, l'opposition a-t-elle eu raison de signer les accords de Dakar ?

Difficile question. La stratégie de rejet du coup d'Etat était fondée sur deux piliers : tout d'abord, la détermination d'une importante part de la classe politique à défendre l'acquis démocratique et à barrer la route au retour de la dictature ; secondement, la mobilisation, sans précédent, de la communauté internationale, contre la reconquête du pouvoir par les armes. Cette stratégie a permis de résister, farouchement, au putsch, sans aboutir, malheureusement, à son échec. Au bout de plusieurs mois de lutte, la lassitude a commencé à s'installer et la détermination de la communauté internationale, à faiblir.

C'est dans ce contexte que se sont déroulées les négociations de Dakar. Un contexte où régnaient de très fortes pressions, tant de l'intérieur que de l'extérieur, pour faire aboutir ces négociations. A mon avis, le sens de la responsabilité dictait l'acceptation des conditions de l'accord, dans ses grandes lignes. Pour moi, l'Accord de Dakar n'était pas un trophée à brandir à tout bout de champ mais bien une pilule amère qu'il fallait absorber.

Elle s'est révélée d'autant plus amère qu'elle n'a bénéficié d'aucun des suivis qui devaient l'accompagner. Aucun des engagements, essentiels, sur la gestion de la période post-électorale, notamment, n'a été respecté. La Communauté internationale, en particulier, a cessé de s'intéresser au dossier, au lendemain même des résultats de l'élection présidentielle.

Votre parti, Adil, s'est ouvert, il y a quelque temps, à d'autres formations politiques. Quelles sont les raisons de cette fusion ?

C'est un rapprochement naturel qui permet de regrouper des forces politiques engagées dans l'opposition démocratique. Les formations que nous avons contactées ont accepté le principe d'une fusion avec le parti ADIL : c'est une bonne chose pour le dynamisme de la vie politique.

Certains leaders de l'opposition tiennent des propos assez forts, appelant, même, à la destitution du président de la République. Que vous inspire cette escalade langagière que d'aucuns qualifient d'appels au coup de force ?

Je ne partage pas tout ce qui se dit dans les rangs de l'opposition et la pratique politique montre que les excès ne sont jamais payants. Mais les écarts de langage ne sont pas l'apanage de l'opposition. Il ne faut pas avoir une écoute sélective. On gagnerait à établir un code de bonne conduite, pour bannir tous les propos irrespectueux envers les institutions, les partis et les personnes.

Mohamed Ould Abdel Aziz prône une politique diplomatique qui l'engage, parfois, vers des univers aux antipodes les uns des autres. Comment, selon vous, pourrait-il transiger, entre des mondes antinomiques voire ennemis ?

On se pose beaucoup de questions sur la politique étrangère suivie. Le président semble prospecter de nouveaux horizons. Je ne suis pas contre, a priori, mais à condition de préserver et de consolider le capital relationnel que le pays avait construit avec ses alliés traditionnels, ses voisins et amis. Pour le moment, on privilégie « la diplomatie de l'ailleurs », avec des risques d'incompréhension de la part de ceux qui nous sont les plus proches et les plus utiles. Comme dit l'adage « Au lieu de courir après les oiseaux qui sont en vol, n'est-il pas plus raisonnable de s'intéresser à ceux qui sont sur terre ? »

On observe, chez le nouveau pouvoir, une volonté de ré-impliquer l'Etat dans des secteurs libéralisés, comme le transport. Comment appréciez-vous ce nouvel engagement ?

C'est une politique qui a montré ses limites, par le passé, et qui continue à les montrer. Jetez un coup d'oeil sur nos sociétés d'Etat. Elles sont toutes déficitaires et dépendent de subventions malsaines que l'Etat finira par ne plus pouvoir leur octroyer. On assiste, sur ce plan, à une véritable descente aux enfers, avec des conséquences incalculables, pour le Trésor public et le système bancaire. Et l'on continue de « verser l'eau sur la boue » et à nous enliser davantage ! Aucun plan de redressement de ces sociétés n'a été conçu.

On leur impose, au contraire, de nouvelles missions, chaque jour, sans se préoccuper de la disponibilité des ressources saines pour les réaliser. On fonde de nouvelles sociétés publiques, sans tenir compte de l'expérience propre de la Mauritanie et de celle des pays ayant emprunté, par le passé, les mêmes chemins.

On fait fi des engagements de politique économique et des stratégies sectorielles arrêtées, d'un commun accord, avec nos partenaires au développement. On démobilise l'initiative privée, pourtant productrice de richesses et d'emplois. Je pense que cette politique est porteuse de graves dangers. Elle doit être rectifiée, dans les plus brefs délais.

Si le président de la République venait à solliciter votre conseil, que lui diriez-vous ?

En a-t-il besoin et que puis-je lui dire qu'il ne sache pas ? Cela dit, si pareille occasion se présentait, je ne m'écarterais pas des propos que je viens de vous tenir.

Si vous aviez à faire le bilan de l'actuel gouvernement, comment le qualifieriez-vous ?

Que peut-on exiger d'un gouvernement qui n'est pas mis en condition de prouver ses capacités ? C'est un gouvernement qui compte, en son sein, quelques individualités de valeur mais avec une marge de manoeuvres nulle.

Propos recueillis par AVM